

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

DES SCIENTIFIQUES ÉLABORENT UN CLASSEMENT MONDIAL DES PAYS LES PLUS HONNÊTES

L'Algérie non classée, le Maroc bon dernier

Un classement de l'honnêteté dans 23 Etats vient d'être établi et rendu public il y a quelques jours. Le but était de mesurer, par le biais de neuf indicateurs économiques, institutionnels et sociétaux, le niveau d'honnêteté relatif à 23 pays choisis sur tous les continents. Le fait marquant : quand les institutions fonctionnent moins bien, les personnes sont aussi individuellement moins honnêtes.

L'Algérie n'a pas fait l'objet de cette étude (*) et le Maroc est dernier, se disputant, avec la Chine et le Guatemala, le titre peu envié de «pays le plus malhonnête». Mesurer l'honnêteté d'un pays peut paraître étrange. Pourtant, c'est ce qu'ont fait deux scientifiques des universités de Bonn et Munich en Allemagne, qui publient leurs résultats dans la revue *Nature*. La méthode : mesurer neuf indicateurs institutionnels, économiques et sociétaux de 25 Etats, comme la Colombie, la Pologne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni ou l'Autriche. Parmi ces indicateurs : la lutte contre la corruption, le contrôle de l'Exécutif, l'économie souterraine, les droits politiques, l'efficacité du gouvernement et des processus électoraux.

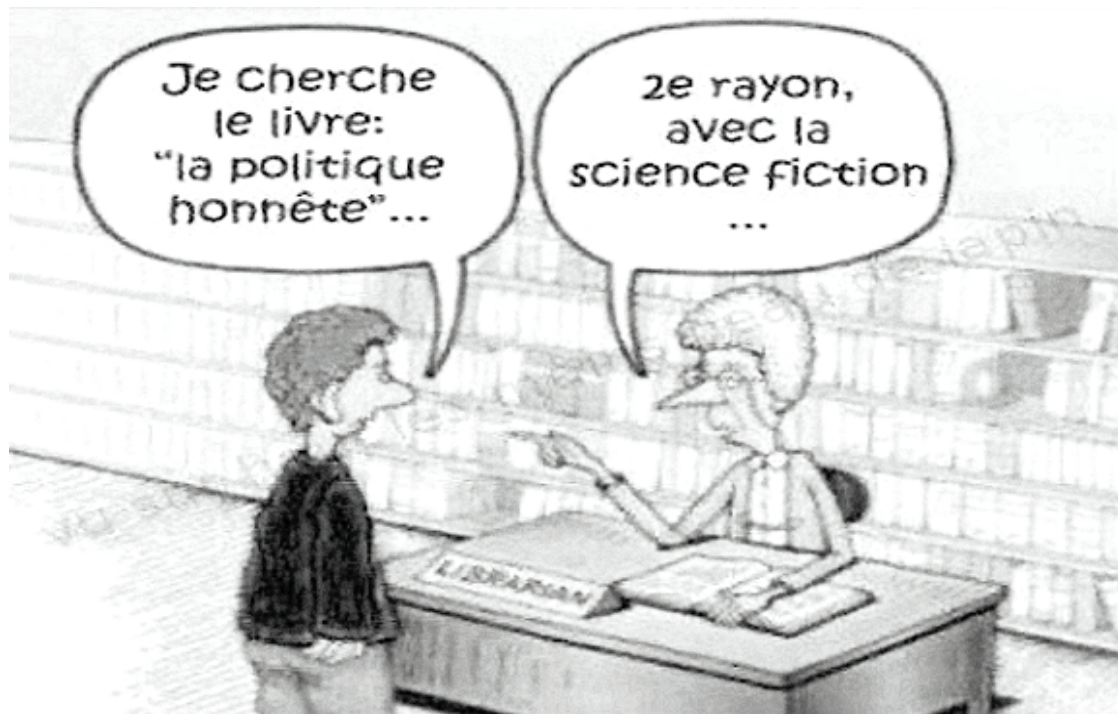
Les chercheurs en ont tiré un classement qui place en tête la Suède, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Autriche. En queue de peloton, la Chine, le Guatemala et le Maroc se disputent le titre peu envié de «pays le plus malhonnête». Le but de cette étude n'est pas de décerner des médailles et des blâmes, mais de savoir si l'équité des institutions et du fonctionnement politique a un impact sur les comportements honnêtes des individus, surtout qu'il existe 197 pays au total et que le classement n'en laisse apparaître que 23. Cependant, il s'agit d'avoir des indications sur le rapport entre l'honnêteté des populations avec le fon-

ctionnement politique et la justice des institutions.

Quand les institutions rendent les citoyens tricheurs

Pour cela, 2568 ressortissants de ces pays ont subi un test standard en psychologie : ils devaient tirer plusieurs fois un dé à l'abri des regards et noter les résultats en sachant qu'un 1 leur rapportait un euro, un 2, deux euros, et ainsi de suite jusqu'à 5 (un six rapportait une somme nulle). Sur un grand nombre de tirages, les résultats doivent mathématiquement se répartir uniformément du 1 au 6, mais comme les gens gagnent plus pour des tirages élevés, on s'aperçoit que leurs déclarations comportent plus de 4 et de 5 que de 1 ou de 6. Or, ce déséquilibre, qui reflète la tendance des individus à tricher, est d'autant plus marqué qu'ils sont issus de pays mal classés sur l'échelle de la «malhonnêteté d'Etat». La preuve, selon les chercheurs, que le fonctionnement des institutions déteint sur l'honnêteté des individus. D'où la nécessité d'institutions transparentes, de processus électoraux fiables et de comportements irréprochables des élites. Un carton rouge également pour les dispositifs d'optimisation fiscale qui sapent les comportements honnêtes au cœur des cerveaux.

Un tableau a été tiré du document universitaire disponible en ligne (**), donnant les valeurs de la «prévalence des



violations des règles, des variables économiques et institutionnelles, ainsi que le contexte culturel des indicateurs». Certes l'Algérie ne figure pas dans cette étude, mais si on devait mesurer le niveau de ces indicateurs : la lutte contre la corruption, le contrôle de l'Exécutif, l'économie souterraine, les droits politiques, l'efficacité du gouvernement et des processus électoraux, quel serait le classement de notre pays ? Aux lecteurs de se prêter au «jeu»...

Synthèse de l'étude par
Djilali Hadjadj

(*) Référence de l'étude / Gächter et J. Schultz, «Intrinsic honesty and the prevalence of rule violations across societies», *Revue Nature*, 9 mars 2016.

(**) Le lien : <http://www.nature.com/nature/journal/vaop/ncurrent/full/nature17160.html> <



5 milliards d'euros de bénéfices dans les paradis fiscaux pour les banques françaises

Les cinq plus grandes banques françaises (BNP Paribas, BPCE, Société Générale, Crédit agricole, Crédit mutuel-CIC) ont réalisé plus d'un tiers de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux en 2014, soit un montant de 5 milliards d'euros.

Tel est le constat des ONG CCFD-Terre solidaire, Oxfam France et Secours catholique, qui ont analysé l'activité détaillée que les établissements bancaires sont tenus de publier depuis la promulgation de la loi bancaire de 2013.

Dans les seules îles Caïmans, les cinq banques possèdent 16 filiales sans le moindre salarié tout en y déclarant 45 millions d'euros de bénéfices. Deux de ces banques ont des filiales importantes et très actives en Algérie : BNP Paribas et Société Générale.

NOUVELLE SESSION DU PROCÈS ENI-SAIPEM-SONATRACH
À MILAN LE 4 AVRIL

Farid Bédjaoui veut que Chakib Khelil soit entendu comme témoin

Le procès Eni-Saipem-Sonatrach a repris à Milan le 21 mars dernier. Lors de cette séance, les avocats de Farid Bédjaoui — neveu de l'ancien président du Conseil constitutionnel, Mohamed Bédjaoui —, et considéré comme l'homme de confiance et l'intermédiaire de Chakib Khelil, ont fait part de la demande de leur client de voir l'ancien ministre de l'Energie comparaitre comme témoin.

Pour rappel, Farid Bédjaoui fait partie des inculpés dans cette affaire

de corruption internationale entre l'Algérie et l'Italie, et comme il n'a pas répondu aux convocations de la justice italienne qui possède des preuves accablantes à son encontre, cette dernière a émis un mandat d'arrêt international contre lui, mandat qui court toujours.

L'ancien ministre algérien de l'Énergie, Chakib Khelil, n'est pas inculpé dans l'affaire Eni-Saipem-Sonatrach, du moins pour le moment. Il est cité, et pas qu'un peu, dans l'arrêt de renvoi, notam-

ment pour avoir rencontré à plusieurs reprises les PDG de l'ENI (grand groupe pétrolier italien) et de Saipem (filiale de l'ENI) dans de grands hôtels en Europe (Paris, Rome, Madrid, Vienne), rencontres où, selon certains inculpés italiens, fut discutée l'obtention de contrats en Algérie, rencontres où était présent Farid Bédjaoui. Le lundi 4 avril, la justice italienne rendra publique sa décision concernant la demande des avocats de Farid Bédjaoui.

D. H.